

Résultats des élections allemandes : une victoire douce-amère pour la CDU/CSU et des évolutions politiques émergentes



La participation avoisinant les 84% est un record historique (le plus élevé depuis la réunification), témoignant de la mobilisation de la société après deux années de récession économique, de la colère après une série d'attentats terroristes commis par des migrants dans les villes allemandes et de la crainte d'une extension de la guerre en Ukraine, probablement aggravée après l'élection américaine.

Pour **Guillaume Klossa, président d'EuropaNova**, "il est clé que le nouveau Chancelier puisse prendre rapidement ses fonctions. Entre-temps, les contacts doivent se multiplier pour préparer une feuille de route ambitieuse sur la souveraineté européenne en matière de défense et sécurité qui engage pleinement l'Allemagne et puisse être discutée lors d'un Conseil européen extraordinaire."

*

La CDU/CSU arrive en tête avec 28,5 %, un résultat en deçà des espoirs initiaux du parti de dépasser les 30 %, ce qui en fait l'un de ses plus faibles scores électoraux. Friedrich Merz, qui avait longtemps attendu pour devenir chancelier en raison de son antagonisme

avec Angela Merkel, remporte une victoire qui, bien que significative, reste en deçà des attentes.

Deux partis restent sous la barre des 5% : les Libéraux et, pour sa première élection, le mouvement de Sarah Wagenknecht (avec 4,92%). Cela rend une coalition avec la CDU/CSU et le SPD possible sans les Verts, mais les résultats misérables du SPD entraîneront de nombreuses réflexions internes et le choix de nouveaux dirigeants.

Friedrich Merz a promis un nouveau gouvernement avant Pâques et insiste sur la nécessité d'une action immédiate pour l'Allemagne, notamment en renforçant les liens avec Paris et Bruxelles. Son équipe a déjà pris contact avec ces deux capitales avant les élections. Sa relation avec Emmanuel Macron semble bonne. La presse spéculé sur le tandem qu'il formera avec Ursula Von der Leyen, ancienne proche d'Angela Merkel. Un mécanisme informel de coordination entre le gouvernement intérimaire d'Olaf Scholz et les futurs leaders du cabinet devra être mis en place face aux grands défis à venir (« le monde ne nous attendra pas », était une phrase clé de la soirée électorale). Boris Pistorius, le ministre de la Défense SPD sortant et populaire, pourrait avoir une place importante dans les deux équipes.

L'AfD parmi les grands gagnants du scrutin

Parmi les autres grands gagnants de ces élections, il y a **l'AfD, avec 20,8%, qui a doublé son score par rapport à 2021**. C'est de loin le premier parti en Allemagne de l'Est, à l'exception de Berlin et d'une partie de Leipzig, et il est désormais très fort dans les bastions ouvriers du SPD dans la région de la Ruhr (Gelsenkirchen). **Alice Weidel a proposé de former un gouvernement avec la CDU/CSU, sachant que cela serait refusé, mais a prédit que la prochaine fois, son parti dépasserait la CDU**. Les prochaines élections sont en principe prévues pour 2029, mais cela pourrait être avancé si la nouvelle coalition échoue. La possibilité de voir l'AfD arriver en tête lors des prochaines élections générales en Allemagne est dans tous les esprits. Le soutien de Vance et Musk ne semble pas avoir eu une grande influence, car les résultats de l'AfD correspondent aux sondages.

Une grande lacune des sondages est qu'ils n'ont pas annoncé le bon résultat de Die Linke, qui frôle les 9% (l'extrême gauche totalise près de 14% avec le parti de Wagenknecht). Die Linke a bénéficié d'un ralliement soudain de jeunes à travers l'Allemagne, remplaçant en partie les Verts. L'électorat de la CDU/CSU et du SPD est, quant à lui, principalement composé de votants plus âgés. Le total des voix pour les partis traditionnels est à un niveau historiquement bas (moins de 50% pour la CDU/CSU, le SPD et le FDP combinés).

Donald Trump a félicité Friedrich Merz sans reprendre à son compte de manière explicite le soutien apporté par Elon Musk à l'AfD (un peu comme au Royaume-Uni où il a eu des paroles positives pour Keir Starmer, après que ce dernier ait été attaqué par Elon Musk).

Le prochain Chancelier Merz s'est d'ores et déjà exprimé en ces termes : « De mon point de vue, **la priorité absolue est que les Européens s'entendent**, qu'ils soient d'accord entre eux. [...] Je suis en contact étroit avec de nombreux Premiers ministres, chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, et ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible, **de manière à ce que nous obtenions peu à peu une véritable indépendance vis-à-vis des États-Unis.** [...] **Je suis très curieux de voir quelle trajectoire nous prendrons d'ici au sommet de l'OTAN fin juin.** [...] C'est pour moi une priorité absolue, et je ne me fais absolument aucune illusion quant à ce qui se passe aujourd'hui en Amérique. »

Friedrich Merz, un homme politique aguerri

Le candidat de la CDU a une double expérience européenne (très jeune député européen entre 1989 et 1994) et américaine (président du think tank Atlantic Brücke et responsable de Blackrock Allemagne pendant sa traversée du désert politique). Il a pris pendant la campagne des positions favorables à la poursuite du soutien à l'Ukraine et à l'Europe. Il a même abordé la question sensible du parapluie nucléaire en cas de retrait américain, alors que la proposition française d'ouvrir un dialogue sur ce sujet avec les partenaires européens n'avait pas vraiment trouvé jusqu'à présent d'écho positif en Allemagne. Les positions traditionnelles de la CDU/CSU sur le plan du financement (opposition à des emprunts européens) n'empêcheront pas de rechercher des modalités acceptables dans les différents pays de l'Union (le SPD est plus ouvert sur le financement mais plus fermé sur l'exportation de matériels militaires). On peut aussi noter que la position de la CDU a évolué sur l'énergie nucléaire (le SPD reste sans doute plus réservé) . Quant aux sujets asile/migration, la CDU/CSU voudra aller vite sur le contrôle des frontières et le renvoi des migrants en situation irrégulière mais son possible partenaire , le SPD , a fixé comme limite le respect du droit européen, et là aussi on peut s'attendre à une attitude active du nouveau gouvernement allemand à Bruxelles. Enfin la CDU/CSU, très influente au sein du groupe PPE au Parlement européen, porte un agenda ambitieux pro business, notamment de simplification réglementaire , qui peut impacter la mise en œuvre de certaines parties du Green Deal, notamment dans l'industrie automobile, ce qui nécessitera un délicat travail d'équilibre de la part de la Commission Von der Leyen.